

## Coronavirus : L'Amérique Latine Face à ses Paradoxes



**Utilité :** L'environnement socioéconomique pourrait déterminer l'intensité des effets d'une crise, ainsi que la capacité à y faire face. En conséquence, il est extrêmement important d'avoir une planification approfondie de la gestion des crises, afin d'y apporter la réponse adaptée à la réalité préexistante, minimisant ses effets néfastes.

### Résumé :

- Actuellement le monde est confronté à la crise sanitaire du Covid-19, qui a déjà montré sa puissance destructrice tant d'un point de vue médical que socioéconomique.
- En Amérique Latine, on peut s'attendre à un impact singulier, car la région présente une série de paradoxes económico-sociaux.
- En plus de connaître de nombreuses vulnérabilités tant économiques que sociales, la région dispose toujours de systèmes de protection sociale extrêmement fragiles.
- Le manque de planification entrave la prise de décision et entraîne une augmentation des coûts fiscaux et sociaux.
- Avec sa fragilité économique, les défis financiers et budgétaires auxquels la région devra faire face sont indéniables. Cependant, la nécessité d'un modèle latino-américain pour affronter la crise est flagrante.

En 2020, le monde affronte la crise sanitaire du Covid-19, qui pour le moment a eu des impacts très néfastes, tant d'un point de vue socioéconomique que de santé publique. Pour les populations les plus vulnérables, très nombreuses dans les pays en voie de développement tels que les latino-américains, le potentiel de multiplication de ces effets est prévisible. Faire face à la crise est un vrai défi pour leurs gouvernements.

La maladie aura sans doute un impact singulier en Amérique Latine, région qui est déjà très fragile dû à plusieurs facteurs d'origine socioéconomique. Pour comprendre les raisons de cette vulnérabilité, il convient tout d'abord de revenir sur le contexte dans lequel la région s'insère.

## Environnement économique

Au cours de la dernière décennie, l'Amérique Latine connaît de multiples crises. En dépit de la sortie rapide de la dépression de 2008, les Latino-Américains seraient pris au piège d'une forte dépendance aux exportations des matières premières, notamment vers le marché chinois. Aujourd'hui, avec l'une des pires performances économiques de la planète en termes de croissance du PIB (0,1 % en 2019), la région souffre fortement des fluctuations successives des prix des matières premières et du ralentissement de l'économie chinoise. N'ayant pas instauré une politique fiscale plus inclusive, qui leur permettrait de modifier leur modèle économique axé presque exclusivement sur les exportations, les latino-américains se retrouvent aujourd'hui en situation de forte vulnérabilité aux chocs externes.

Face à la stagnation économique et à des déficits publics successifs, des politiques d'austérité ont été mises en place dans un grand nombre de pays de la région. Par ailleurs, l'Amérique Latine a été touchée par plusieurs phénomènes : mouvements inflationnistes (Argentine, Venezuela), la perte du pouvoir d'achat des consommateurs (Argentine, Chili, Colombie, Équateur, Venezuela), des coupes budgétaires sur les systèmes de protection sociale (Brésil, Chili, Colombie, Mexique) et des scandales de corruption (Argentine, Brésil, Colombie, El Salvador, Guatemala, Honduras, Mexique, Panama, Pérou) ... tous ces événements ont entraîné une vague de contestations sociales, notamment aperçue dans les pays d'Amérique du Sud tels que la Colombie, le Chili, la Bolivie et l'Équateur. Le Venezuela connaît une situation « apocalyptique » avec sa crise présidentielle, l'Argentine fait face à une récession et les géants latino-américains, Brésil et Mexique, éprouvent un ralentissement de leur croissance.

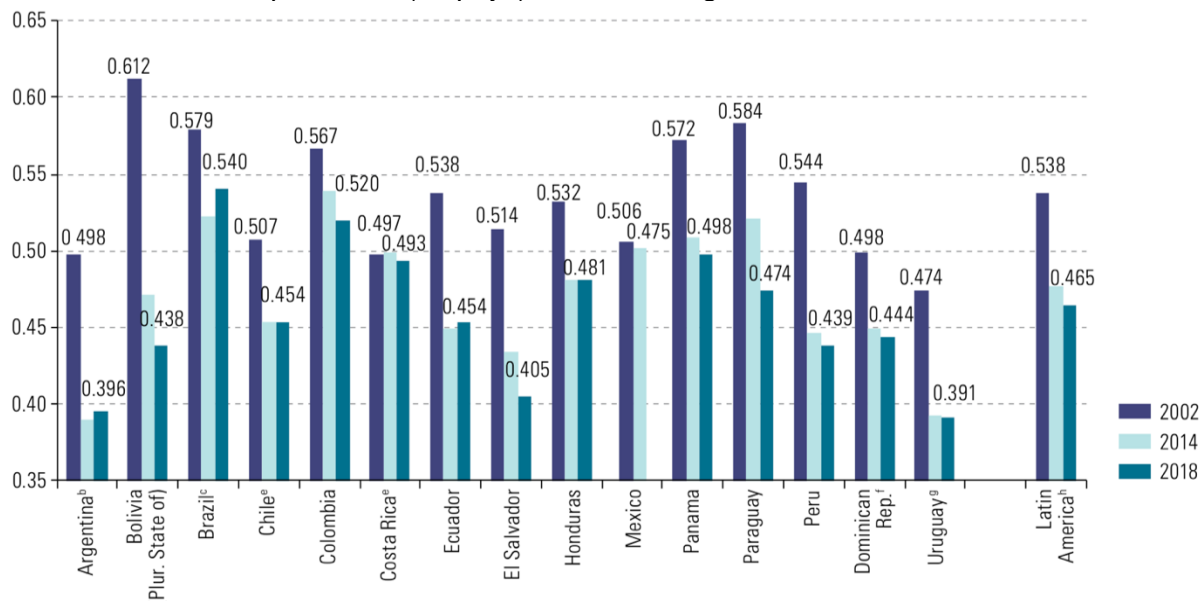
La fragilité économique et politique, ainsi que l'absence de réformes structurelles depuis l'âge d'or de la croissance économique des années 2000, apporte aujourd'hui une forte incertitude chez les marchés latino-américains, empêchant la région de redémarrer. Le malaise sera encore plus important avec l'arrivée du coronavirus dans la région, qui semble vouée à la récession cette année (le Fonds Monétaire International table en avril sur une contraction moyenne du PIB de 5,2 % en Amérique Latine et aux Caraïbes pour 2020).

## Environnement social

Le Rapport sur le Développement Humain 2019 du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) a identifié l'Amérique Latine comme la région du monde où l'inégalité des revenus est la plus élevée. Les 10% les plus riches concentrent une part de revenu plus importante que toute autre région de la planète (37%) et les 40% les plus

pauvres reçoivent la plus petite part (13%). Par ailleurs, selon le Panorama Social de l'Amérique Latine 2019 réalisé par la Commission Économique pour l'Amérique Latine (CEPAL), bien que l'inégalité des revenus ait considérablement diminué entre 2002 et 2014, à partir de 2015, cette tendance s'est ralentie (graphique 1). Il a été aussi constaté un recul de la réduction de la pauvreté dans la région depuis 2015, avec près d'un tiers de la population vivant sous le seuil de pauvreté. Un grand nombre de personnes demeure également dans des conditions de logement précaires, comme dans des favelas, où l'on retrouve une surpopulation et un mauvais accès aux services de base tels que l'électricité et l'assainissement, avec respectivement 5% et 35% de la population n'ayant pas accès à ces services. L'impact de la pandémie serait donc encore plus fort, étant donné que ces populations sont plus vulnérables et plus exposées à la propagation du virus.

**Graphique 1**  
Amérique Latine (15 pays) : Indice d'Inégalité de Gini, 2002-2018



Source : Commission Économique pour l'Amérique Latine (CEPAL)

D'après les derniers rapports de la CEPAL et de l'Organisation Internationale du Travail, le chômage et l'informalité sont une autre préoccupation majeure dans la région. Tandis que le chômage a atteint 8,1% à la fin de 2019, le taux d'informalité n'a pas cessé de croître ces dernières années, due à la faible croissance économique. Aujourd'hui, plus de la moitié des travailleurs (53%) sont occupés dans le secteur informel, ce qui démontre le fort degré d'incertitude et de précarité sur le marché du travail. En raison de cette réalité, un défi majeur dans la région consiste en la protection sociale des travailleurs, dès lors que la majorité ne contribue pas aux cotisations sociales, n'ayant donc pas accès à ces prestations. La crise actuelle devrait encore aggraver la situation sur le marché du travail latino-américain, en particulier pour les travailleurs informels, avec des tensions qui devraient enfler les taux de chômage.

Tout cela dans un environnement où la fragilité et la vulnérabilité des systèmes de santé et de protection sociale règnent. Dans un grand nombre de pays en Amérique Latine, ces systèmes disposent d'une part plus importante d'offres privées de santé tandis que les offres publiques sont limitées. Le financement de ces dernières est assuré par les ressources directes de l'État et non par des systèmes de cotisation et de mutualisation pérennes. Elles sont donc fortement dépendantes et soumises aux circonstances économiques et

financières des États. Historiquement très fragiles, ces systèmes de santé ont souffert des graves conséquences des nombreuses coupes budgétaires originaires des politiques d'austérité qui ont suivi la crise économique et sociale latino-américaine des années 2010. En outre, la région doit encore affronter deux défis épidémiologiques qui surviennent au même moment et qui épuisent déjà les systèmes de santé : la pandémie du coronavirus, qui se développe de façon exponentielle, et la pire épidémie de dengue de son histoire.

Compte tenu de tous ces éléments, le débat reste le même : comment minimiser les dégâts déjà attendus de cette crise ? Quelles sont les armes des États pour lutter contre cette menace et réduire ses effets secondaires les plus nocifs ?

## De l'austérité à l'interventionnisme

Le retard à admettre la gravité de la pandémie du Covid-19 explique en grande partie pourquoi, d'un moment à l'autre, les gouvernements mondiaux ont décidé de mettre de côté l'austérité budgétaire pour injecter des milliards de dollars d'aides aux entreprises et à ses citoyens pour faire face à la crise. L'évidence confirme que pour atténuer les effets d'une crise de cette ampleur, l'État prend le rôle de protagoniste. Afin d'éviter un effondrement économique et l'écroulement des systèmes de santé, le gouvernement se voit confier la responsabilité de combler le vide d'une économie paralysée, garantissant son fonctionnement « vital », le temps d'être en mesure de contrôler l'épidémie. Cependant, compte tenu des difficultés économiques rencontrées par les pays latino-américains au cours de ces dernières années, une série de défis doivent être relevés pour accomplir cet exploit.

Tout d'abord, la capacité des économies latino-américaines à fournir une réponse fiscale plus forte pour affronter la crise devrait être assez limitée. Or, un grand nombre de pays de la région dispose de peu d'espace fiscal pour absorber les chocs. En outre, bien qu'il existe des différences régionales importantes, la plupart de ces pays sont piégés par des mauvaises notations de leurs dettes souveraines. En effet, avec des déficits publics successifs et des économies très fragiles, les latino-américains paieraient encore le prix d'une évaluation de solvabilité financière négative. Dans un environnement de défiance vis-à-vis des économies émergentes et d'une forte perception du risque de défaut de paiement, les pays de la région et leurs entreprises devraient avoir plus de difficultés pour lever des fonds sur le marché international, souffrant de coûts plus élevés et de conditions de paiement moins favorables. On peut toutefois s'attendre à ce que certains latino-américains, disposant d'une meilleure situation budgétaire et des bonnes notations souveraines, aient moins de difficultés à mettre en place des politiques de relance budgétaire, notamment le Chili et le Pérou, qui ont déjà lancé des plans importants pour combattre la crise.

La restructuration de la dette latino-américaine pourrait représenter une des marges de manœuvre afin d'alléger des pressions fiscales, facilitant l'application de mesures pour surmonter la crise. Actuellement, le Centre Stratégique Latino-Américain de Géopolitique (CELAG) mène une campagne mondiale auprès du FMI et d'autres organisations multilatérales (Banque Mondiale, BID, CAF), visant à annuler une partie de la dette extérieure souveraine des pays d'Amérique Latine dans un contexte de progression mondiale du coronavirus. L'initiative prévoit également une restructuration de la dette restante auprès des créanciers privés. Par ailleurs, il convient d'évoquer l'actuel processus de restructuration de près de 69 milliards de dollars de la dette Argentine ainsi que le défaut de paiement de l'Équateur. Ce dernier a néanmoins pu renégocier le report du paiement de 811 millions de dollars d'intérêts sur sa dette extérieure entre mars et août, pour lui permettre



de faire face à la crise.

Outre la politique fiscale, la région devrait rencontrer également des contraintes au sein de sa politique monétaire. Face à un ralentissement de la croissance, les gouvernements peuvent recourir à leurs Banques Centrales, injectant de la liquidité dans l'économie, abaissant leurs taux d'intérêt et facilitant l'accès au crédit. C'est ce que l'on peut observer actuellement dans plusieurs économies, notamment aux États-Unis, en Europe ou en Asie, afin de surmonter la crise. Toutefois, compte tenu du scénario de méfiance et de pressions inflationnistes dont souffrent certains pays latino-américains, ces mesures présentent des limites. L'exemple le plus frappant est le cas du Venezuela. Actuellement, le pays traverse une période d'hyperinflation (9585,5% en 2019) dans laquelle le gouvernement ne disposera pas des mêmes marges pour réduire les taux face à la crise. De même, l'Argentine, qui a atteint 53,8% d'inflation en 2019, devra être vigilante. Cependant, pour des pays disposant de bonnes réserves de change, tels que le Brésil, le Pérou et la Colombie, ou encore le Chili, où des années d'école de Chicago congère à la Banque Centrale une forte crédibilité, les marges de manœuvre seront sûrement plus importantes.

Dans un environnement de fuite de capitaux, certains pays pourraient être tentés de relever les taux d'intérêt. Il semble néanmoins peu probable que ces politiques soient efficaces et / ou suffisantes pour inverser la tendance et attirer de nouveaux des investissements. Cependant, au moment où l'inquiétude baissera dans les économies développées, le différentiel des taux réels aura un potentiel attractif pour les investisseurs, notamment vers certains pays émergents avec des marchés de capitaux développés (Mexique, Colombie, Chili, Brésil). Néanmoins, cette attractivité tiendra seulement si les niveaux d'inflation restent bas. Ainsi, les grands enjeux monétaires en Amérique Latine seront justement d'être en mesure d'injecter des liquidités sans provoquer une hausse de l'inflation, trouvant les moyens de stériliser les interventions des Banques Centrales.

De ce fait, il faudrait surtout assurer que les pays aient les liquidités suffisantes en devises pour éviter d'assister à un assèchement de la liquidité, notamment pour ces économies latino-américaines présentant un déficit courant important ainsi qu'un manque de devises. La multiplication des accords de swap avec la Réserve Fédérale Américaine ou la Banque Centrale Européenne serait une solution. Par ailleurs, la reprise de l'activité en Chine couplés à des prix bas du pétrole, pourrait bénéficier aux pays de la région, notamment aux producteurs de minerais, contribuant à ne pas creuser davantage leurs déficits courants et à réduire leurs besoins de financement trop élevés en 2020. Cet effet serait néanmoins mitigé pour les grands producteurs pétroliers latino-américains comme l'Équateur et le Venezuela, qui souffrent encore beaucoup des pertes du secteur énergétique. En outre, les contrôles de capitaux pourraient avoir temporairement une place légitime dans tout régime politique de la région, réduisant les sorties nettes de capitaux et évitant les dépréciations successives des devises et des actifs. Cela faciliterait la poursuite des politiques monétaires expansionnistes de soutien à l'économie.

Or, la crise actuelle serait un élément de plus qui soulignerait l'urgence dans la réalisation de réformes structurelles dans la région afin de réduire sa vulnérabilité aux chocs externes ainsi que de favoriser l'environnement pour l'investissement direct étranger dans des secteurs non liés aux matières premières, garantissant un flux de capitaux moins volatil. Pour cet exploit, le degré de protection des marchés locaux devrait être repensé, et des stratégies de développement axés sur la dissémination des zones d'investissements et des régimes spéciaux de commerce (Zones franches et Zones de développement technologique) pourraient être également explorées.

## Conclusion

En Amérique Latine, un scénario dangereux se dessine, qui pourrait provoquer un nombre important de victimes. Face à cela, la puissance destructrice du coronavirus ne doit pas se réduire à l'évaluation médicale mais également à l'analyse des contextes socioéconomiques dans lesquels la pandémie se développe.

Dans cet environnement turbulent, le manque de planification entrave la prise de décision et entraîne une augmentation des coûts fiscaux et sociaux. Il n'y a aucun doute sur le fait que les gouvernements de la région auraient besoin de véritables centres de gestion de crise, capables d'évaluer la meilleure façon d'appliquer des mesures pour minimiser les effets néfastes de la pandémie, évitant ainsi un effondrement économique et sanitaire. Les difficultés financières et budgétaires auxquelles ces pays doivent faire face sont indéniables, cependant il est impératif de créer un modèle latino-américain pour surmonter cette crise.

**Louisiana TEIXEIRA**

## Références

Ambito (2020) Piden la condonación de la deuda externa de todos los países de América Latina. *Ámbito Financiero*. Disponible sur : <https://www.ambito.com/economia/deuda/piden-la-condonacion-la-deuda-externa-todos-los-paises-america-latina-n5091824>

Carneiro, D.D., WU, T. Y. H. (2004) Contas externas e política monetária. *Rev. Bras. Econ.* vol.58 no.3 Rio de Janeiro July/Sept. 2004. Disponible sur : [http://www.scielo.br/scielo.php?script=sci\\_arttext&pid=S0034-71402004000300001](http://www.scielo.br/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S0034-71402004000300001)

CELAG (2020) *Es la hora de la condonación de la deuda para América Latina*. Disponible sur : <https://www.celag.org/la-hora-de-la-condonacion-de-la-deuda-para-america-latina/>

CEPAL. (2018) *Anuário Estadístico de América Latina y Caribe 2018*. Disponible sur : <https://www.cepal.org/es/publicaciones/44445-anuario-estadistico-america-latina-caribe-2018-statistical-yearbook-latin> »

\_\_\_\_\_ (2019) *Panorama Social da América Latina 2019*. Disponible sur : <https://www.cepal.org/pt-br/publicaciones/45090-panorama-social-america-latina-2019-resumo-executivo>

Cheyvialle, A. (2019) La colère enfle dans une Amérique latine au ralenti. *Le Figaro*. Novembre 2019. Disponible sur : <https://www.lefigaro.fr/conjoncture/la-colere-enfle-dans-une-amerique-latine-au-ralenti-20191128>

Godoy, D., Estigarribia, N., Caetano, R. (2020). Quem vai salvar a economia do coronavírus? *Rev. Exame*. Mars 2020. Disponible sur : <https://exame.abril.com.br/revista-exame/quem-vai-salvar-a-economia/>

ILO. (2019) *Panorama Laboral 2019. América Latina y el Caribe*. Disponible sur : [https://www.ilo.org/americas/publicaciones/WCMS\\_732198/lang--es/index.htm](https://www.ilo.org/americas/publicaciones/WCMS_732198/lang--es/index.htm)

IMF (2020). Perspectives de l'économie mondiale Avril 2020. Disponible sur : <https://www.imf.org/fr/Publications/WEO/Issues/2020/04/14/weo-april-2020>

Lafuente, J. (2020) América Latina enfrenta crise do coronavírus em meio a tensões políticas e fragilidade econômica. *El País*. Mars 2020. Disponible sur : <https://brasil.elpais.com/internacional/2020-03-18/america-latina-enfrenta-crise-do-coronavirus-em-meio-a-tensoes-politicas-e-fragilidade-economica.html>

Lazarini, J. (2020) *Coronavírus: Moody's diz que impacto no Brasil continua grave*. Suno Research. Mars 2020. Disponible sur : <https://www.sunoresearch.com.br/noticias/coronavirus-moodys-impacto-no-brasil/>

Lissardy, G. (2020) Por que a América Latina é a 'região mais desigual do planeta'. *BBC News*. Février 2020. Disponible sur : <https://www.bbc.com/portuguese/brasil-51406474>

Napolitano, G. (2017) Nem as commodities salvaram a economia da América Latina. *Rev. Exame*. Aout 2017 Disponible sur : <https://exame.abril.com.br/blog/primeiro-lugar/nem-as-commodities-salvaram-a-economia-da-america-latina/>

PNUD. (2019) *Relatório do Desenvolvimento Humano 2019*. Disponible sur : [http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr\\_2019\\_pt.pdf](http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr_2019_pt.pdf)

Sallas, O. S. (2012) *O impacto da crise econômica mundial sobre as Américas: O Efeito China*. ParlAmericas, Assembleia Plenária, 30 agosto - 1 setembro, 2012. Cidade do Panamá, Panamá. Disponible sur : <https://parlamericas.org/uploads/documents/PA9%20%20Solis%20Fallas%20%20Article%20-%20POR.pdf>

UNCTAD (2020) *UN calls for \$2.5 trillion coronavirus crisis package for developing countries*. Disponible sur : <https://unctad.org/en/pages/newsdetails.aspx?OriginalVersionID=2315>

Ventura, C. (2020) Coronavirus : état des lieux en Amérique Latine. *Iris. Analyses*. Mars 2020. Disponible sur : <https://www.iris-france.org/145572-coronavirus-etat-des-lieux-en-amerique-latine/>